

Yamaska aurait constitué un témoignage de reconnaissance des électeurs de cette circonscription envers le parti progressiste-conservateur pour son travail en faveur de l'unité canadienne.

Bien plus, après l'élection, les journaux ont accusé les libéraux qui ont pris part à cette campagne électorale d'avoir, à maintes reprises, fait appel aux préjugés de race et de religion.

Or je vous le demande monsieur l'Orateur, qui en réalité a lancé un tel appel? Sont-ce les députés de ce côté-ci de la Chambre, qui ont toujours cherché à faire régner la tolérance, l'unité et une meilleure compréhension mutuelle entre nos groupes ethniques? Est-ce le gouvernement libéral de Laurier et de Fiending, ou le gouvernement dirigé si longtemps par le très honorable député de Glengarry (M. Mackenzie King) et son ancien collègue Ernest Lapointe, ou est-ce encore le gouvernement actuel qui ont soulevé en cette enceinte des questions de race ou de religion? On ne les a jamais entendu tenir de tels propos. Je réfère les honorables députés aux paroles mêmes que prononçait le premier ministre (M. St-Laurent), le 31 janvier dernier et qu'on pourra retrouver à la page 91 du hansard:

Nous avons toujours réussi à préconiser la même politique et à faire appel au peuple de la même façon dans les deux langues. Depuis la Confédération, le gouvernement libéral a toujours reconnu le principe sur lequel fut établie notre nation, c'est-à-dire le principe de l'association de nos deux races. Notre parti fut le seul qui ait su choisir ses chefs parmi les deux races et il a toujours pratiqué le précepte de l'unité, que désirent, je crois, la plupart des Canadiens.

Il ajoute, un peu plus loin:

Nous préconisons en outre l'unité nationale, fondée sur l'égalité essentielle de tous les Canadiens, de quelque race qu'ils soient ou quelque province qu'ils habitent.

Au contraire, monsieur l'Orateur, je me demande si on ne devrait pas dire que c'est le chef de l'opposition qui est l'ennemi réel de l'unité nationale, si ce n'est pas lui qu'il faut accuser, plutôt que nous, de soulever les préjugés de religion et de race, si l'on se rappelle les paroles qu'il a prononcées à plusieurs reprises dans le passé. Je cite ses paroles comme on les a rapportées alors:

Permettons-nous à une province isolationniste de dominer la destinée d'un Canada divisé? J'espère que chacun de vous répondra par un "non" retentissant qu'on entendra dans toutes les parties de la province de Québec.

C'est le chef de l'opposition qui fait une telle déclaration en marge de la question des allocations familiales; et je pourrais vous citer bien d'autres de ses déclarations dans le même sens. On nous accuse de soulever des préjugés de religion; cependant, je ferai part à la Chambre d'une déclaration que le chef de l'opposition a faite dans sa province. Je cite ses propres paroles:

Si les catholiques disent qu'ils entendent introduire leur croyance sur la scène politique en s'organisant en parti politique, je leur déclare alors que "la guerre est ouverte". S'ils agissent ainsi, ils posent un geste qui peut fort bien aboutir à l'abolition des écoles séparées en Ontario. S'il apparaît que les catholiques ont décidé d'agir en tant que groupe politique...

Il n'en a jamais été question, soit dit en passant, et le député le sait fort bien. Il a poursuivi dans les termes suivants:

... le contrat de 1867 est alors mis de côté, et je serai prêt à me battre jusqu'au bout.

Voilà quelques-uns des appels lancés par le chef de l'opposition. Aussi je m'étonne de constater aujourd'hui que nous sommes ceux qu'on accuse de soulever les préjugés de religion et de race. Le parti libéral n'a jamais agi de la sorte. Personne de ce côté-ci de la Chambre n'a jamais cherché à poser un tel geste. Parce que la plupart des députés de la province de Québec appartiennent à notre groupe, il est faux de prétendre qu'un membre de notre parti a soulevé les préjugés de religion ou de race.

Le chef de l'opposition est devenu un véritable ennemi de l'unité canadienne. C'est tellement vrai qu'il n'a pas participé à l'élection dans la circonscription de Nicolet-Yamaska.

Une voix: Il n'était pas tenu de le faire.

M. Pinard: De fait, le candidat de son parti l'a prié de ne pas s'en mêler.

M. Hodgson: Vingt-trois chefs du parti libéral se trouvaient là. Il n'avait pas besoin de s'y rendre.

M. Pinard: Je suis heureux de constater que l'honorable député sait cela. Dans ce cas, il aurait dû aller là-bas. S'il y était venu avec ses amis tories, son collègue de Nicolet-Yamaska ne siégerait pas ici aujourd'hui. L'autre jour, nous avons vu le député de Nicolet-Yamaska entrer à la Chambre avec le chef de l'opposition et le député conservateur d'Argenteuil (M. Héon), en marchant bras dessus bras dessous. Quelle étrange association, monsieur l'Orateur, quelle triste spectacle!

M. Hodgson: Le député n'a pas aimé cela.

M. Pinard: Nous nous rappelons ce qu'il a dit au cours de sa campagne électorale quand, dans ses discours à la radio, il a refusé sa confiance à celui qu'il considère aujourd'hui comme son chef. Cependant, comme l'ont dit alors certains députés,—sauf erreur, le député de Rosetown-Biggan (M. Coldwell) et le premier ministre,—nos amis tories savent fort bien qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Ils le constateront bien aux prochaines élections générales. Quand viendra le moment de demander au peuple s'il appuie le présent gouvernement, ils constateront avec nous que ce Gouvernement a toujours la con-